

ETC



## Les artistes ont leur statut, point de vue d'un directeur de galerie

Éric Devlin

---

Number 12, Fall 1990

Point tournant

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/36212ac>

[See table of contents](#)

---

Publisher(s)

Revue d'art contemporain ETC inc.

ISSN

0835-7641 (print)

1923-3205 (digital)

[Explore this journal](#)

---

Cite this article

Devlin, É. (1990). Les artistes ont leur statut, point de vue d'un directeur de galerie. *ETC*, (12), 6-7.

## *Les artistes ont leur statut, point de vue d'un directeur de galerie*

**A**u Canada, un artiste professionnel en arts visuels gagne 11 444 \$ par année. Selon une étude du ministère fédéral des Communications, cet artiste est âgé de 44 ans et travaille à son compte. Il possède 17 ans d'expérience dans sa discipline artistique. Il passe 35 à 45 heures par semaine à la pratique de son art, auxquelles s'ajoutent les 10 à 15 heures qu'il doit consacrer à un autre emploi pour assurer sa subsistance.

L'État, qu'il soit québécois ou canadien, reconnaît que les artistes gagnent peu d'argent compte tenu de leur contribution essentielle à la société. Par ailleurs, l'État a amorcé une réflexion sur sa gestion où le soutien financier à des groupes particuliers de citoyens est remis en question. Et les arts visuels sont dans le collimateur des coupures budgétaires.

Parallèlement à cette réflexion étatique, les artistes ont réclamé, au cours des dernières années, un statut social qui reconnaîtrait le fait qu'ils sont des travailleurs professionnels fonctionnant la plupart du temps à perte, mais dont le budget s'équilibre par l'apport de sources extérieures de financement. Cette reconnaissance présente un avantage certain du point de vue fiscal.

Si les gouvernements canadien et québécois ont accueilli favorablement l'idée d'un statut de l'artiste, c'est qu'il correspondait à la volonté de l'État de soutenir de moins en moins la création, tout en ayant bonne conscience et en donnant aux artistes des moyens fiscaux et légaux de se débrouiller seuls.

Le Comité permanent des communications et de la culture sur le statut de l'artiste est très clair sur les intentions de l'État. Dans son dernier rapport, le Comité de la Chambre des communes affirme : «En sensibilisant le public aux arts et aux artistes, non seulement on relèverait le statut social des artistes, mais on stimulerait la demande pour leurs œuvres. En revanche, les artistes pourraient réduire leur dépendance à l'égard des deniers publics. Conformément à notre approche, nous estimons qu'il faudrait adapter les règles aux particularités du métier d'artiste plutôt que d'accorder des subventions».

Il est certain qu'au cours des prochaines années, les artistes en arts visuels vont se voir accorder, s'ils persistent dans leurs revendications, un statut fiscal particulier. Ils pourront, entre autres, déduire les dons de leurs œuvres à des sociétés de bienfaisance, ou bien ils pourront, lors des années de vache grasse, différer le paiement de l'impôt sur une partie de leur revenu qui serait versé dans un «compte d'artiste». Cette mesure existe en Suède.

Et pour éviter que n'importe quel citoyen abuse de ces avantages fiscaux, l'État reconnaîtra de grandes associations nationales d'artistes qui régiront l'admissibilité à la profession.

### *Mon statut est québécois*

Le gouvernement québécois a fait un premier pas dans cette direction en adoptant, en 1988, la loi c-78. Cette loi avait pour objet premier la reconnaissance d'un statut professionnel aux artistes qui pratiquent un métier de créateur dans les domaines des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature. La loi c-78 établit, de plus, un cadre juridique pour la reconnaissance, dans chacun de ces domaines, d'une association nationale la plus représentative.

Cette loi, qui a fait peu de bruit, vient modifier passablement les relations entre artistes et galeries. Elle prescrit des obligations aux galeries et reconnaît des droits aux artistes. La loi est claire : les galeries ont des devoirs. Elle est donc favorable aux artistes, comme en témoigne les amendes prévues. Par exemple, la galerie doit tenir un registre comptable pour chacun et chacune de ses artistes. Si le registre comporte des inexactitudes, la galerie est passible d'une amende maximale de 5 000 \$ et en cas de récidive dans les deux ans, d'une amende maximale de 10 000 \$. Par ailleurs, rien n'est prévu dans la loi si l'artiste omet de livrer la marchandise.

### *Une loi difficile à appliquer*

«Si la loi est favorable aux artistes, par contre, ceux-ci, ont de la réticence à signer un contrat», affirme Hélène Gauthier, directrice de la Société du droit d'auteur en arts visuels (SODAAV), qui a eu à rédiger de nombreux contrats types pour les diverses associations d'artistes.

Hélène Gauthier n'hésite pas à établir un parallèle entre la Loi c-78 et la Loi sur la protection du consommateur. «Même si la loi leur est favorable, ce ne sont pas les consommateurs qui ont rédigé les contrats de vente, mais plutôt les marchands qui voulaient se protéger», explique-t-elle. Et il en serait de même dans le milieu des arts visuels où les galeries ont proposé des contrats à leurs artistes avant même que les différentes associations d'artistes suggèrent un contrat type à leurs membres.

Cette méfiance des artistes par rapport à une loi qui leur est favorable s'exprime de diverses façons. En novembre dernier le Conseil de la culture Mauricie, Bois-Francs, et centre du Québec organisait un colloque national sur la vie d'artiste et le développement des industries culturelles québécoises dans le contexte de la nouvelle loi. Plusieurs artistes y ont exprimé leur résistance à s'engager auprès d'un diffuseur, y voyant là une entrave à leur liberté de création!

Autre sujet de méfiance, surtout en région : la création d'une seule association nationale des artistes en arts visuels comme l'exige la loi. Actuellement, il

existe plusieurs structures dites nationales qui, dans les faits, ont une influence essentiellement à Québec et à Montréal. On retrouve ainsi le Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec (les galeries parallèles), le Conseil de la sculpture, le Conseil de la peinture, le Conseil de l'estampe, l'Association des illustrateurs et illustratrices du Québec.

D'après la loi c-78, il devrait bientôt y avoir une seule association nationale d'artistes en arts visuels. La pénible tentative de regroupement porte le nom de RAAV, pour Regroupement des associations en arts visuels. Les associations régionales d'artistes mettent en doute la représentativité des associations montréalaises nationales et ces dernières éprouvent certaines difficultés à définir le RAAV et ses objectifs par rapport à leur propre existence.

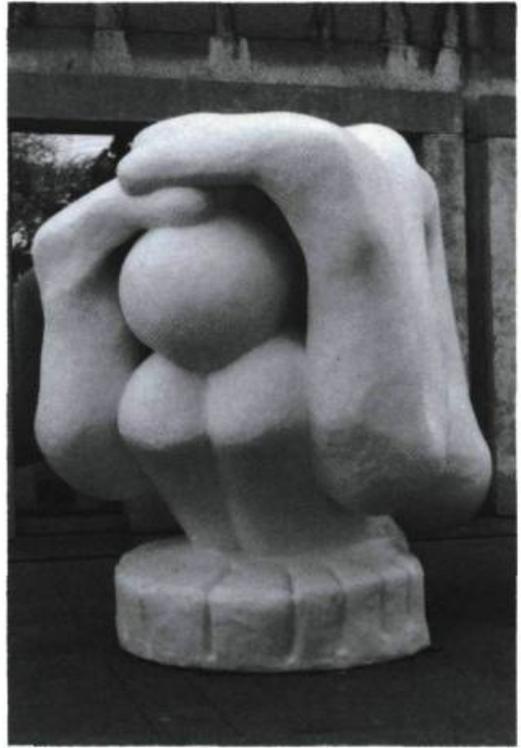
Pour leur part, les galeries sont regroupées au sein de deux associations : l'Association des galeries d'art contemporain de Montréal (AGACM) qui regroupe 70 % des galeries dans ce domaine au Québec et la Professional Art Dealer Association of Canada (PADAC), une association canadienne qui ne fait pas la différence des genres et qui regroupe en son sein des galeries aussi différentes que l'Art français et Olga Korper.

### *Un problème de droit*

Si la création d'une association nationale des artistes en arts visuels tarde, c'est qu'il manque une carotte. Cette carotte, c'est l'argent. N'oublions pas que le but premier de cet exercice législatif était d'améliorer la piètre condition financière des artistes. Hormis la reconnaissance par le gouvernement canadien d'un droit de reproduction et de représentation sur les œuvres créées après le 8 juin 1988, aucun argent neuf n'a été investi.

Par ailleurs, ce droit de reproduction et de représentation est contournée allègrement par les musées et corporations privées qui seraient les plus aptes à contribuer à la caisse des artistes. En effet, pour des raisons de gestion compréhensibles, les entreprises comme Lavalin ou Loto-Québec et même les musées exigent une session de droit pour des usages strictement non commerciaux lors de l'achat d'une œuvre. En d'autres mots, les musées et les entreprises privées ne veulent pas payer une redevance à chaque fois qu'ils exposent publiquement une œuvre ou qu'ils publient un catalogue. «Évidemment, si Loto-Québec utilise un tableau d'un artiste pour la publicité d'une nouvelle loterie, nous allons lui demander la permission et négocier une redevance», précise Louis Pelletier, conservateur de la collection Loto-Québec.

Le droit de reproduction et de représentation ne s'annonçant pas très lucratif pour financer une association nationale d'artistes et une caisse de retraite, il reste le droit de suite qui n'est pas reconnu en Amérique du Nord. Le droit de suite vise à protéger les artistes contre



Pierr Yves Angers, *Le Malheureux magnifique*, coin Saint-Denis et Sherbrooke. À qui appartient l'oeuvre ? sa représentation ?  
Photo : Daniel Carrière

une totale dépossession de la plus-value de leurs œuvres. «Le droit de suite qui est de 3 % en France est perçu auprès des commissaires-priseurs à l'occasion des ventes aux enchères publiques et ne concerne pas la vente première de l'œuvre, mais les reventes», explique Jean-Marc Gutton, directeur de la Société des auteurs dans les arts graphiques et plastiques qui regroupe 5 000 artistes français.

«Le système français de droit de suite n'est pas applicable au Québec car le marché de la revente est très faible et elle se pratique entre individus donc échappe complètement au contrôle, soutient Hélène Gauthier de la SODA AV. Néanmoins, poursuit-elle, le droit de suite représente la solution pour que les artistes en arts visuels puissent un jour constituer une caisse de retraite comme celle de l'Union des artistes». Ce droit de suite existe effectivement pour les artistes de la scène. L'UDA perçoit un pourcentage sur chaque cachet de ses membres pour alimenter une caisse de retraite. De plus, à chaque fois qu'il y a rediffusion d'un téléroman, les comédiens touchent, pour la première reprise, les deux tiers de leur cachet.

La caisse de retraite de l'UDA ne s'est pas constituée spontanément, comme le soulignait son président Serge Turgeon. «En 50 ans d'histoire, nous avons bâti à bout de bras les conditions de travail de nos membres. Faute d'une législation, tous nos acquis sont redevables à des rapports de force à l'état brut... Par ailleurs, force est de constater que cette stratégie est efficace seulement à l'intérieur des grands centres comme Montréal, Québec ou Toronto. Dès que l'on est à l'extérieur des grands centres, l'incapacité d'établir un rapport de force combiné au manque d'encadrement des professions font de toute cause... une cause perdue d'avance».

Et le talon d'Achille des artistes en arts visuels est le manque de solidarité et de cohésion des troupes.

**Éric Devlin**